Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 15 (1999)

Buchbesprechung: Notes et comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

NOTES ET COMPTES RENDUS

TRAVAIL ET ENTREPRISES

■ Alain DEWERPE, ***Le monde du travail en France 1800-1950***, Paris, Armand Colin, 1998 (2e éd.), 176 p. (Coll. Cursus-Histoire)

La collection «Cursus» s'est fait connaître depuis plusieurs années comme un outil indispensable à la mise à disposition du public de courts ouvrages de synthèses. L'ouvrage d'Alain Dewerpe fait honneur à cette collection par la clarté de ses analyses, la maîtrise de ses développements et l'approche interdisciplinaire du sujet. Cet ouvrage de synthèse fait aussi honneur à toute une historiographie française dont la richesse, la curiosité, mais aussi les renouvellements permettent de saisir globalement tout un processus qui a façonné une société et un pays. En moins de 200 pages, il parvient à rendre compte de l'extrême foisonnement et de la complexité du monde de travail en France. Enrichi encore de très utiles encadrés, d'un glossaire et d'une bibliographie sélective, il comblera les enseignants, les étudiants et tous les intéressés à l'histoire sociale.

Trois grosses parties qui sont autant de périodes-clé d'analyse divisent l'ouvrage de Dewerpe.

La première partie qui court du début du XIXe siècle aux années 1880 développe la thématique de la formation de la classe ouvrière qui, selon Dewerpe, puise son origine à trois principales sources, caractéristiques du tissu économique de la France: la petite industrie et l'atelier, la voie proto-industrielle et la voie usinière. Cette période est indissociable de l'émergence de la question sociale (traitée dans un chapitre à part) qui a si lourdement pesé sur les consciences durant tout le siècle: comment comprendre et réformer une société qui produit à la fois tant de richesses et tant de pauvreté? À côté des initiatives patronales, religieuses et étatiques, les premières formes d'actions ouvrières, qui sont tout autant de réponses à cette question fondamentale, se structurent en fonction de ces origines diverses des métiers et des activités.

Dans la deuxième partie, Dewerpe développe les conséquences sur le monde du travail français de l'affirmation de la grande usine qui induit une nouvelle régulation du travail. Il voit dans la relative stabilisation de la précarité matérielle la naissance du champ syndical par «la fixation des pratiques contestataires» et la légalisation de la classe ouvrière. Un triple processus de normalisation s'opère à cet égard: patronal, juridique et idéologique.

Enfin, les rationalisations de la Première Guerre mondiale aux années 1950 induisent peu à peu des transformations majeures du tissu productif et technologique ainsi que celles des conditions de vie et de travail. Le salaire au rendement entraîne de lents progrès matériels et une segmentation des activités qui diversi-

fient et complexifient l'univers ouvrier et militant. Dewerpe insiste sur les effets décalés de ces transformations, trop rapidement réduites à une uniformisation des conditions et des réactions. Il tire aussi un bilan contrasté des luttes ouvrières. À côté de la persistance et même de l'accentuation des grands conflits de travail, une institutionnalisation des rapports de force et une tendance à la conciliation des intérêts, avec l'intervention de l'Etat, règlent les rapports de travail.

En couvrant l'ensemble de la période, Dewerpe relève l'importance de trois problématiques qui dégagent, à ses yeux, les principaux enjeux historiographiques. Premièrement, l'étude du monde du travail ne peut être dissociée de celle du procès de production. Les rythmes de transformation, leurs logiques, leur intensité, leur sens prennent des configurations très diverses, et parfois contradictoires qui sont loin de donner à ce procès une évolution unilatérale. Leurs effets sur le monde du travail sont d'autant plus diversifiés. En ce sens, les archives d'entreprises sont centrales pour la recherche, car elles saisissent l'ouvrier sur les lieux même de son travail. Deuxièmement, l'étude des marchés du travail recèle des distorsions entre l'offre de main-d'œuvre et la demande qui sont explicatives, d'une part, des réactions des ouvriers et, d'autre part, des attentes du patronat. La mécanisation du procès de travail peut également être comprise comme «une stratégie d'adaptation à la force de travail mobilisable.» Troisièmement, la problématique de l'identité ouvrière se trouve au cœur de tout le processus de l'industrialisation. À côté des aspects sociaux [(dé) qualification des métiers], des aspects matériels [évolution des niveaux de vie] et politiques [intervention de l'Etat, politiques patronales], les aspects symboliques accentuent encore les contrastes au sein du monde du travail, même si les efforts ouvriers tendent à lui donner une vision unitaire.

Laurent Tissot

■ Aimée MOUTET, ***Les logiques de l'entreprise. La rationalisation dans l'industrie française de l'entre-deux-guerres***, Edition de l'E.H.E.S.S, 1997, 495 pages

Les logiques de l'entreprise d'Aimée Moutet constitue l'ouvrage de référence nécessaire à tout historien s'intéressant aussi bien aux techniques de production industrielles qu'aux luttes et aux conditions de travail des ouvriers dans les ateliers. Rédigé d'après sa thèse de doctorat soutenue en 1992, ce livre retrace pour nous l'histoire de la rationalisation -adoptée et sans cesse adaptée, mais jamais simplement copiée- dans des secteurs aussi divers que l'industrie mécanique, la charcuterie industrielle ou encore les Galeries Lafayette. L'analyse de ce mouvement s'articule autour des acteurs de l'entreprise que sont les ingénieurs, les grands patrons, les différentes associations patronales ou encore les bureaux de conseils. Quant à l'étude des ouvriers et des syndicats, elle est sans doute un des aspects qui retiendra le plus notre attention.

Les logiques de l'entreprise détaillent en effet les conséquences de la rationalisation sur les travailleurs ainsi que leurs réactions face à ce mouvement. Outre l'examen des différents systèmes de salaires – nous remarquerons par exemple l'apparition du salaire à prime Bedaux –, l'auteur fait un large tour d'horizon des différents mouvements de lutte contre la rationalisation, comme par exemple le freinage. Aimée Moutet montre également très bien qu'à ses débuts la rationalisation a été relativement bien accueillie par les ouvriers et leurs organisations. Ce n'est qu'avec le début de la Crise des années trente que les syndicats ouvriers commencent à la rejeter, la considérant comme un élément responsable de l'émergence de la récession.

La mise en évidence de la continuité du mouvement de rationalisation durant la période 1918-1939 est un autre aspect passionnant du livre d'Aimée Moutet. Il est largement établi que durant les années vingt, le taylorisme s'attache à accroître les capacités de production et à augmenter la productivité. On connaît moins la recherche systématique d'économies et de réduction du prix de revient que constituent les fondements de la «rationalisation de crise». Ainsi, avec la Crise, seuls les objectifs changent, la logique d'une organisation rationnelle demeure. Les années trente développent même des innovations organisationnelles majeures comme le planning et le contrôle budgétaire.

Nous regretterons toutefois que la très grande richesse des sources et le large éventail des entreprises étudiées nuisent parfois à la lisibilité de l'ouvrage. Le lecteur est quelquefois perdu dans la multitude des expériences particulières. De même, nous aurions apprécié que les petites et moyennes entreprises soient mieux considérées dans cet ouvrage. Il semble que pour Aimée Moutet, il y ait un fossé entre la grande industrie et l'artisanat. *Les logiques de l'entreprise* constitue néanmoins un ouvrage de référence pour toute personne s'intéressant aux entreprises durant l'entre-deux-guerres. Grâce à la richesse de ses sources, il permettra à l'historien d'établir des comparaisons avec des établissements du même secteur et ainsi améliorer notre compréhension du monde industriel.

Gilles Forster

■ Alain CORTAT, ***Condor. Cycles, motocycles et construction mécanique 1890-1980. Innovation, diversification et profits***, Delémont, Alphil, 1998, 324 pages

Contre les contempteurs du genre, l'ouvrage d'Alain Cortat démontre que la monographie d'entreprise bien comprise reste une voie féconde vers une histoire économique et sociale compréhensive du devenir d'une région et de ses hommes. Une analyse en profondeur et contextualisée, telle que la mène l'auteur, permet seule de comprendre le jeu des processus de mise en place et d'évolution des potentialités de l'entreprise, des rapports de forces qui s'établissent entre ses composantes et des relations de l'entreprise avec son milieu.

Le choix d'un plan de présentation est difficile dans ce genre d'exercice. L'auteur s'en sort bien avec un double découpage chronologique et thématique, – produire; diriger; compter; vendre –, qui lui permet à la fois de se jouer de l'inégale conservation des séries d'archives et de mettre l'accent sur les thématiques décisives aux différents moments de l'évolution de l'entreprise. Alain Cortat parvient ainsi à nous proposer des explications convaincantes du cheminement particulier de Condor, des raisons de son établissement dans le Jura (Courfaivre) à la fin du XIXe siècle à celles de la perte de son dynamisme innovatif et commercial depuis l'entre-deux-guerres en passant par ses multiples tentatives de diversifications avortées. Un compte rendu ne saurait faire justice à la richesse des problématiques abordées. Alain Cortat a su éviter les pièges d'une histoire d'entreprise descriptive, hagiographique, patronale. Un point fort réside dans son analyse financière très fouillée, qui révèle notamment la proportion importante du profit distribué, régulièrement plus de 50 % du profit réel et jusqu'à 81 % en 1946, et le caractère important et systématique de la fraude fiscale, 25 à 30 % des dividendes entre 1918 et 1938. L'ambivalence de l'influence de l'Etat, client important dès avant la Première Guerre mondiale et quantitativement dominant par la suite, est finement mise en évidence. Les commandes de l'armée et des régies publiques assurent le travail et des profits très importants, notamment pendant les périodes cruciales des crises conjoncturelles et des guerres, mais elles sont aussi, indéniablement, un oreiller de paresse. Du confort financier qu'elles procurent à l'entreprise résulte un manque de dynamisme dans le domaine technique et commercial. La perte de vitalité de l'entreprise dès la fin des années 1920 est également liée à l'arrivée de la seconde génération d'administrateurs, qui considèrent l'entreprise comme un patrimoine familial.

Trop souvent superficiellement abordé dans les monographies d'entreprises, le « facteur travail » est traité de manière approfondie pour les années décisives de l'entre-deux-guerres. L'auteur examine successivement les conditions de travail, – horaires, salaires, vacances -, les luttes syndicales, le recrutement de la main d'œuvre et la politique sociale. Etayée par le recours aux archives syndicales, l'analyse met bien en évidence l'évolution des rapports de forces en fonction du contexte conjoncturel et politique. Entre 1933 et 1940 les relations entre la direction et la FOMH sont extrêmement tendues, ponctuées de menaces patronales et du lancement d'un boycott des produits Condor dans *La Lutte syndicale*, avant la victoire de la FOMH sur son concurrent chrétien social en 1938. Condor n'adhère à l'ASM qu'en 1941 et applique souvent avec retard la convention collective.

La politique sociale de l'entreprise est frappée au sceau du paternalisme et de l'ambiguïté des œuvres sociales. Ainsi la constitution d'un fonds de prévoyance en 1922 semble répondre autant à la volonté d'amadouer et de fidéliser les travailleurs qu'à celle d'échapper au fisc. Les premiers versements sont effectués seulement en 1930, dans le contexte de la votation de la première loi

sur l'AVS en 1931. Les conditions des retraites ou des secours sont évidemment très restrictives et avantagent nettement les employés par rapport aux ouvriers. Alain Cortat démontre également toute l'importance de ce fonds de prévoyance (non paritaire) comme instrument financier au service de l'entreprise, source de financement privilégiée dans les années 1960. Sur un village d'environ un millier d'habitants, une fabrique qui occupe plus de 200 personnes des années 1920 aux années 1960 exerce naturellement une influence très importante. Cependant, sur le plan de la politique locale et du contrôle social de la population ouvrière, son emprise se manifeste plutôt de manière indirecte en raison de l'origine suisse allemande des directeurs et de la plupart des cadres supérieurs. L'histoire de Condor illustre bien deux facteurs importants du développement de la nébuleuse industrielle du Jura franco-suisse. D'une part, la mobilité des hommes et de leurs savoir-faire est essentielle. Les techniciens qui fondent l'entreprise et, au tournant du siècle, le tiers des ouvriers qualifiés viennent de France voisine. D'autre part, le contexte institutionnel du relèvement des barrières protectionnistes joue un rôle clé dans l'installation à Courfaivre.

Plaisant par ses illustrations, le livre d'Alain Cortat répond aux souhaits du lecteur le plus exigeant par le soin de l'analyse et un appareil critique très développé (40 pages d'annexes statistiques). Cette publication de belle facture est un outil appréciable pour une plus large prise de conscience de l'importance des archives d'entreprises.

Yves Froidevaux

VERS UNE HISTOIRE SOCIALE COMPARATIVE ET EUROPÉENNE ?

- ***L'invention des syndicalismes. Le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du XIXe siècle,*** sous la direction de Jean-Louis Robert, Friedhelm Boll et Antoine Prost, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, 333 pages.

- ***Histoire sociale de l'Europe. Industrialisation et société en Europe occidentale. 1880-1970,*** textes réunis par François Guedj et Stéphane Sirot, Paris, Seli Arslan, 1997, 411 pages.

Deux ouvrages collectifs publiés presque simultanément viennent d'enrichir l'histoire sociale européenne en se plaçant dans une perspective comparative qui l'éloigne des cadres nationaux et de leurs récits traditionnels. Ces travaux sont bien sûr à saluer au moment où les mouvement sociaux sont eux-mêmes confrontés à la nécessité de repenser leurs actions par-dessus les nations et à une échelle plus globale. Mais le poids des réalités nationales se fait tout de même sentir ; à tel point que la question se pose de savoir si l'on

peut vraiment développer une histoire sociale européenne ou seulement une juxtaposition d'histoires sociales particulières dont la mise en commun serait de toute manière novatrice.

L'ouvrage consacré à l'apparition des syndicalismes à la fin du siècle passé porte pour l'essentiel sur une comparaison entre les cas français, allemand et britannique. Il rassemble des contributions collectives écrites par des chercheurs venant de pays différents. Une première partie, axée sur les territoires, propose la description de quelques grands secteurs économiques en recourant systématiquement à la comparaison de villes ou régions d'au moins trois pays différents. Ces présentations, souvent très générales, mettent parfois l'accent sur des caractères spécifiques qui concernent la branche économique et non pas le contexte national. Dans l'introduction générale, Jean-Louis Robert propose d'ailleurs un tableau croisé qui montre par exemple que le secteur de la mine est partout dominé par un modèle unioniste – proche des principes du syndicalisme anglais – dans lequel la notion de communauté professionnelle a une grande importance. Cependant, dans ce monde à part et fortement corporatiste, les perceptions transnationales de l'identité professionnelle ne débouchent pas pour autant sur un véritable internationalisme des mineurs.

La démarche comparative est intéressante parce qu'elle facilite la mise en évidence de phénomènes transnationaux peu visibles à partir d'études monographiques et que les historiens devraient pouvoir expliquer. Par exemple, du point de vue des luttes, des vagues de grèves présentent parfois une certaine simultanéité malgré des contextes d'organisation syndicale très différenciés. C'est notamment le cas des dockers, dans le sillage de la grande grève londonienne de 1889, ou du secteur du bâtiment une dizaine d'années plus tard, le contexte de l'apparition internationale des commémorations du Premier Mai ne pouvant pas tout expliquer. Un autre facteur peut aussi nuancer le recours à des modèles nationaux de syndicalisation, c'est celui des différenciations, parfois importantes, que l'on peut observer au sein même des Etats. Il est d'ailleurs significatif que les descriptions de l'ouvrage évoquent davantage des villes et des régions, que l'un des auteurs a étudiées de manière approfondie, plutôt que les pays eux-mêmes. Cela dit, l'immense complexité des modes d'organisation du monde syndical, avec ses logiques de métier ou de branche, ses cadres géographiques différenciés et surtout sa grande fragilité dans des secteurs comme celui des dockers, nous ramène souvent à l'approche traditionnelle par modèles nationaux. Une tendance qui est encore renforcée par le fait que ce mouvement syndicaliste s'est développé principalement à l'époque de la « nationalisation » du mouvement ouvrier et que c'est bien dans le cadre national que la fameuse « question sociale » a été affrontée et que les ouvriers ont conquis leurs premiers droits. En outre, l'organisation transnationale des syndicats, y compris par branches économiques, s'est montrée d'emblée assez faible.

C'est dans le contexte des grandes villes que la spécificité des modèles de syndicalisme – le syndicalisme de métier du monde britannique, le syndica-

lisme socialiste allemand et le syndicalisme révolutionnaire français – s'observe le plus clairement. Mais dans la seconde partie de l'ouvrage qui évoque les pratiques et les représentations, d'autres approches mènent au même constat. Ainsi, au terme d'une comparaison des paroles ouvrières, Antoine Prost et Manfred Bock en viennent-ils à retrouver les trois syndicalismes : au Royaume-Uni, un syndicalisme économique basé sur le métier ; en Allemagne, un syndicalisme politique et social, soucieux d'organisation dans la société tout entière ; en France, un syndicalisme d'affrontement et identitaire défendant la dignité du travail ; ce que traduisent parfaitement, pour ces auteurs, les désignations de *trade unions*, *Arbeiterbewegung* et Confédération générale du Travail.

D'autres chapitres enrichissent encore l'analyse par le biais d'approches diversifiées. Par exemple, l'évocation du Premier Mai permet d'illustrer la diversité de ces mondes ouvriers et de leurs pratiques de sociabilité et d'affirmation identitaire. Le chapitre sur les législations sociales insiste à juste titre sur l'importance des juridictions prud'hommales qui permettaient de ne pas trop se compromettre avec la justice bourgeoise. Du point de vue patronal, la nécessité de définir une politique coordonnée à l'échelle nationale était certes ressentie dès la dernière décennie du XIXe siècle, mais on ne distingue guère l'apparition de véritables modèles nationaux. Cela dit, la méfiance patronale à l'égard des syndicats était générale et c'est bien autour du rôle de l'Etat, parce qu'il peut aider à faire reconnaître les syndicats lorsque son rôle est accepté, que se situe le point de départ des différenciations nationales.

En fin de compte, si l'ouvrage reste marqué par les trois fameux modèles nationaux de syndicalisme, il nous aide passablement à les nuancer. Il serait donc bien utile d'y ajouter des études sur d'autres pays comme l'Italie, ou sur des secteurs particuliers comme les typographes ou les cheminots. La richesse des indications bibliographiques proposées en fin de volume devrait d'ailleurs contribuer à ce que cette piste comparative puisse aller de l'avant. En effet, seule une politique de connaissances mutuelles, d'échanges et de collaboration à long terme devrait permettre aux historiens d'affiner leurs recherches sur des phénomènes transnationaux encore mal connus et peu analysés.

Le second ouvrage, centré sur l'histoire sociale de l'Europe, porte sur une thématique encore plus large qui embrasse une période se prolongeant jusque vers 1970. Réunis par des chercheurs français, ces textes émanent d'auteurs dont beaucoup sont présents dans les deux ouvrages. L'originalité de la démarche réside dans le fait que chaque contributeur rend compte d'une analyse comparative entre au moins deux pays. Or, au fil de ces différentes synthèses, même si le cadre étudié est beaucoup plus vaste, on perçoit davantage une réalité européenne que lorsqu'il s'agissait seulement de décrire l'histoire des syndicalismes. Il est vrai, comme le souligne Antoine Prost dans sa préface, que l'industrialisation a effectivement développé l'unification européenne. Mais cela ne pourrait être qu'un effet d'optique, une étude plus approfondie des réalités menant aussi à considérer de fortes différenciations là où une impression d'homogé-

néité pouvait dominer; des différenciations qui seraient autant liées à des cultures politiques particulières qu'à des formes spécifiques de développement économique.

L'industrialisation et les mutations du travail, le rôle régulateur de l'Etat, le monde et les mouvements ouvriers, des catégories sociales particulières comme les jeunes, les femmes et les vieux, ainsi que la question des conflits sociaux sont successivement évoqués dans cet ouvrage; chaque partie regroupe ainsi une série d'articles dont les thèmes se suivent soit d'après une logique chronologique, soit par regroupement géographique ou thématique.

Il n'est pas possible de rendre compte de toutes les comparaisons développées dans le cadre de ces études. Mais on peut évoquer quelques exemples comme la politique sociale. L'assurance doit-elle être obligatoire ? Doit-elle prévaloir sur le principe d'assistance ? Et comment la question du travail en vient-elle à s'institutionnaliser à la fin du siècle ? Ces interrogations, qui concernent aussi les époques ultérieures, donnent lieu à d'intéressantes synthèses. Les travaux les plus stimulants portent sur la culture ouvrière et ses références au métier, au produit ou à l'entreprise (Jean-Louis Robert), l'importance et la complexité des migrations et de leurs effets sur les populations ouvrières et leur culture (Claude Liauzu) ou encore l'évolution de la place, dominée mais plus visible, des femmes dans la société industrielle (Anne-Marie Sohn). Enfin, on signalera l'article de Jean-François Wagniart sur l'exclusion et le vagabondage dans les sociétés industrielles européennes; ainsi que l'étude de Fabrice d'Almeida et Frédéric Attal sur la culture de masse et l'encadrement partisan qui compare les situations françaises et italiennes pour la période des Trente Glorieuses et constitue la dernière contribution d'un livre très prometteur pour l'avenir de l'histoire sociale européenne.

On pourra évidemment regretter que la Suisse soit totalement absente de ces deux ouvrages novateurs. Est-ce là une conséquence de son isolement au cœur de l'Europe ? L'effet du hasard de la constitution des équipes scientifiques concernées ? Ou celui de la discrétion des recherches académiques helvétiques dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier ? Il aurait pourtant été intéressant d'insérer des villes ou régions suisses dans ces démarches comparatives en matière d'histoire du monde ouvrier et des mouvements sociaux, notamment pour faire la part de ce qui relève clairement du cadre national et de ce qui relève plutôt d'espaces transnationaux ou régionaux particuliers.

Charles Heimberg

■ Gianni Bosio, ***L'intellettuale rovesciato. Interventi e ricerche sulla emergenza d'interesse vero le forme di espressione e di organizzazione «spontanee» nel mondo popolare e proletario (gennaio 1963 – agosto 1971)***, a cura di Cesare Bermani, Milan, Editoriale Jaca Book/Istituto Ernesto de Martino, deuxième édition augmentée, 1998, 356 pages (la première édition remontait à 1975).

La récente réédition d'un recueil d'articles de l'historien Gianni Bosio (1923-1971) rend à nouveau disponible une série de textes sur l'histoire sociale qui se révélent d'une grande actualité dans le contexte «globalisateur» de cette fin de siècle. Il s'agit de réflexions qui ont été à la source des premiers développements de l'histoire orale en Italie. L'auteur, qui avait déjà fondé la revue *Movimento operaio* dans les années cinquante[1], a créé en 1965 l'Institut Ernesto de Martino [2] pour la connaissance critique et la présence alternative du monde populaire et prolétaire. Cet institut de recherche et de documentation aujourd'hui installé en Toscane, à Sesto Fiorentino, a notamment recueilli des archives sonores et s'est beaucoup intéressé aux chansons ouvrières et populaires[3].

Dans sa nouvelle introduction, Cesare Bermani montre combien les travaux de Bosio ont constitué une tentative très intéressante de proposer une véritable alternative à la gauche italienne en matière de politique culturelle. Pour l'illustrer, il cite Bosio lui-même qui affirmait que *«l'étude, l'analyse, l'usage de la réalité subjective, de base, c'est-à-dire le fait de considérer la base comme un sujet actif, tout cela mène à des conséquences complexes. Les* manières traditionnelles *de comprendre le rapport direction politique-base, vie et culture, intellectuels et classe ouvrière sont ainsi privées de leur* contenu traditionnel*»*[4] (souligné par l'auteur). Il s'agissait donc non seulement de faire reconnaître la pleine légitimité d'une histoire des classes subalternes, c'est-dire des milieux

1. Voir à ce propos David Bidussa, «Storia e storiografia sul movimento operaio nell'Italia del secondo dopoguerra. Gli anni della formazione (1945-1956)», in *Il socialismo e la storia. Studi per Stefano Merli*, a cura di Luigi Cortesi e Andrea Panaccione, Milan, FrancoAngeli, 1998, pp. 183-230. Il s'agit d'une contribution du directeur de la bibliothèque de la Fondation Giangiacomo Feltrinelli à un remarquable et récent ouvrage collectif qui rend hommage à Stefano Merli, historien du mouvement ouvrier disparu en 1994.

2. Ernesto de Martino (1908-1965), ethnologue italien, a été l'auteur d'études pionnières sur l'histoire religieuse, la magie, le folklore, la culture orale, etc., dans différentes régions transalpines; voir notamment *Sud e magia*, Milan, Feltrinelli, 1995 (1959); *La terra del rimorso. Contributo a una storia religiosa del Sud*, Milan, Il Saggiatore, 1994 (1961).

3. Voir Cesare Bermani, *Una storia cantata, 1962-1997: trentacinque anni di attività del Nuovo Canzoniere Italiano*, Milan, Editoriale Jaca Book/Istituto Ernesto de Martino, 1997.

4. Ces notes de Bosio, remontant à 1965, sont citées aux pp. 15-16.

paysans et ouvriers, ruraux et urbains, de tous ceux qui se démarquaient de la culture bourgeoise ; mais aussi de favoriser une histoire du monde populaire qui soit véritablement à l'écoute de sa subjectivité et qui ne le réduise plus à un acteur passif réagissant tout au plus à ce qu'il subit.

Vaut-il vraiment la peine de s'intéresser à l'histoire des plus faibles ? Cette histoire a-t-elle de la valeur ? Et n'y a-t-il pas des limites quant au choix des objets de l'histoire ? Sur cette question, évoquant une exposition de travaux réalisés par des artisans, Gianni Bosio s'était exprimé très clairement. *« Nous nous sommes demandé, au-delà de la valeur d'usage de ces produits, s'il existait aussi une valeur différente, s'ils pouvaient, en d'autres termes, être considérés comme beaux. A cette question nous avons donné la réponse suivante : celui qui accomplit en toute connaissance de cause un travail manuel produit des objets dont la valeur dépasse la fonction pour laquelle ils ont été créés. Autrement dit, il n'y a pas que Michelange ou Cellini qui soient des artistes, mais aussi le maître qui a érigé notre tour »*[5]. Il ajoutait même que sa commune d'origine, Acquanegra sul Chiese, pourrait être regardée comme un musée et qu'il faudrait non seulement restaurer son église mais lui rendre aussi les noms traditionnels des lieux et des rues que l'administration fasciste avait supprimés par décret.

Mais l'écoute et la prise en considération des classes subalternes n'allaient pas de soi. Gianni Bosio l'avait expérimenté à travers des recherches sur la région mantovane dont il provenait. Présentant le matériel enregistré du Fonds Ida Pellegrini, du nom de sa propre mère, il avait publié un véritable plaidoyer pour l'usage et la reconnaissance du magnétophone, un instrument qui lui paraissait ouvrir la voie à une analyse des transformations de la société, c'est-à-dire à une analyse historienne[6]. Il permettait en effet de créer et d'accumuler un riche matériel documentaire qui offrait des possibilités nouvelles à l'analyse culturelle. Il s'agissait d'enregistrer des témoignages et surtout des chansons, l'histoire orale étant considérée comme essentielle dans la perspective d'une histoire globale des classes subalternes. Ces études ont été notamment développées par Bosio dans le cadre d'une revue spécialisée, *Il Nuovo Canzoniere Italiano*. Elles l'ont mené à organiser des spectacles et à publier des anthologies. La nouvelle édition de *L'intellettuale rovesciato* propose d'ailleurs une chronologie très complète de la vie et des travaux de Gianni Bosio.

Evoquant une autre recherche sur la Calabre, l'auteur notait également qu'en matière de chants, la tradition *« est un processus laborieux d'altération et de transformation que l'on peut considérer comme un processus de transformation collective »*[7]. Il parlait d'un *« processus continu d'invention dans le*

---

5. Texte de 1967, cité p. 184.

6. Voir « Elogio del magnetofono. Chiarimento alla descrizione dei materiali su nastro del Fondo Ida Pellegrini », texte publié en 1970, pp. 157-166.

7. Texte de 1966, cité p. 163.

sens qu'à chaque transformation correspond une intervention créative personnelle », chaque interprétation d'un même chant étant à la fois singulière et version nouvelle de son archétype. Par ailleurs, réfléchissant au rapport ville-campagne, il soulignait la spécificité du temps rural, basé sur les saisons et la météorologie, et celle d'une perception urbaine des rythmes humains qui dépendait étroitement des lois du profit et de la logique capitaliste[8].

Dans un texte confrontant l'« homme folklorique » à l'« homme historique », Bosio décrivait aussi la présence simultanée, sur le territoire italien, de situations qui relevaient d'imaginaires mentaux correspondant à des époques historiques différentes. *« Le développement du capitalisme italien est inégal et non simultané : il a lieu à travers le pays, où cohabitent encore de nombreuses situations contradictoires qui découlent d'économies dépassées et toutefois encore présentes »*[9]. L'auteur citait à ce propos la situation agro-pastorale du centre de la Sardaigne ou l'économie familiale de la Calabre, des Pouilles et de la Basilicate où les moissons n'étaient pas encore mécanisées. Cette pluralité des temps et durées qu'il mettait en évidence est évidemment au cœur du regard historien sur le monde social et les réflexions de l'auteur dans ce domaine illustrent bien la modernité et le grand intérêt de ses travaux.

On retrouve ces mêmes préoccupations dans l'analyse que Gianni Bosio proposait du Carnaval de Pescarolo, un village de la région de Crémone. Décrivant minutieusement le feu qui marquait rituellement le dernier jour du Carnaval et ses nombreux préparatifs, l'auteur avait cherché à en comprendre le sens en interrogeant quelques habitants. Mais il fut évidemment confronté à diverses versions. Il étudia aussi la traditionnelle mascarade dans laquelle se mêlaient des éléments de tradition et des contenus politiques. Ces difficultés d'interprétation le menèrent à s'interroger sur la perception contemporaine du folklore. S'agissait-il d'un *« secteur pertinent* [...] *de la science de l'homme contemporain »* ? Ou s'agissait-il au contraire d'*« une science des vieux restes de civilisations dépassées qui auraient émergé sous la forme d'enclaves relevant de situations socio-économiques arriérées »* ? Pour lui, la tension entre les perceptions synchronique et diachronique de ces manifestations populaires devait faire l'objet d'un rapport dialectique qui avait déjà été *« pris en compte par l'historiographie la plus avancée »*. Il évoquait par là une historiographie du folklore *« qui trouve dans le présent la motivation à rechercher les forces et les moments qui ont été fondateurs, et dans le contexte des traditions locales un précédent qui sert non seulement à expliquer le présent mais aussi à anticiper le futur »*[10].

---

8. P. 165.

9. Texte de 1969, cité p. 234.

10. « Le mascherate della Padana Irrigua », texte de 1971, pp. 287-291 (page 290 pour les citations).

La formule de l'«intellectuel retourné» qui constitue le titre de l'ouvrage évoque en quelque sorte l'envers du décor. Gianni Bosio s'est intéressé au théatre populaire, au chant social et à toutes les formes d'expression culturelle qui permettaient aux classes subalternes de prendre la parole et de devenir de véritables protagonistes. Il nous a proposé une approche de l'histoire sociale qui se fondait sur la prise en compte de leur subjectivité. Ces textes d'un pionnier de l'histoire orale peuvent sans doute nous aider aujourd'hui à trouver de nouvelles inspirations pour renouveler nos réflexions sur l'histoire du mouvement ouvrier et celle de ses rapports avec le monde ouvrier.

Charles Heimberg

A PROPOS DE L'HISTOIRE ORALE

■ Alessandro Portelli, ***L'ordine è già stato eseguito. Roma, le Fosse Ardeatine, la memoria,*** Rome, Donzelli editore, 1999, 448 pages.

«L'ordre a déjà été exécuté»: cette phrase terrible concluait le communiqué publié par les forces allemandes d'occupation pour présenter le massacre des Fosses Ardéatines, cette caverne romaine où 335 otages furent fusillés le 24 mars 1944, au lendemain de l'attentat partisan de la rue Rasella qui fit de son côté 33 victimes allemandes. Alessandro Portelli l'a choisie comme titre d'un magnifique ouvrage d'histoire orale qui replace cette tragédie dans un cadre plus large et redonne en quelque sorte une identité aux victimes et à leurs survivants.

Les études historiennes[1] ont bien montré qu'il n'y eut alors aucune recherche des responsables de l'attentat avant la représaille et que rien ne fut fait pour que les auteurs de l'attentat se présentent aux autorités afin de sauver la vie des otages. Or, la mémoire collective a largement entretenu un tout autre récit tendant à accuser les auteurs de l'attentat de la rue Rasella d'avoir provoqué cette tuerie. Ou prétendant que les otages auraient pu être sauvés si les partisans avaient eu le «courage» de se rendre. A tel point que les récits oraux ont fini par occulter la quasi-simultanéité des deux événements en évoquant une période d'attente au cours de laquelle la fameuse reddition aurait pu avoir lieu.

L'intérêt de la démarche de Portelli réside justement dans la finesse avec laquelle il appréhende cette tension entre témoignage et réalité des faits. De son point de vue, l'existence de ces récits exprimant l'état de la mémoire collective constitue une information importante pour comprendre comment le drame a

1. *Priebke e il massacro delle Ardeatine*, a cura dell'Istituto romano per la storia d'Italia dal fascismo alla resistenza, Rome, supplément à *L'Unità*, août 1996; Robert Katz, *Morte a Roma*, Rome, Editori Riuniti, 1996.

survécu dans les consciences. Loin de réduire ces manières de raconter l'événement à de pures élucubrations, il est au contraire attentif à leur structure narrative et à la manière dont elles appréhendent les faits. Au-delà du fait qu'il s'écarte manifestement de ce qui est advenu réellement, leur contenu est porteur de sens à d'autres niveaux qui peuvent intéresser les sciences humaines. Et c'est évidemment cette posture critique, avec sa prise en compte de la complexité de la mémoire, qui rend cet ouvrage particulièrement intéressant.

Des travaux récents sur la mémoire divisée des Italiens[2] et la fameuse zone grise[3] qui a caractérisé la société transalpine pendant la guerre ont déjà dressé le cadre d'une réflexion sur cette période sombre et les questions nouvelles qu'elle nous pose aujourd'hui. Les contrastes de la mémoire sont parfois liés à des légitimités qui s'affrontent, mais ils sont souvent dus à des choix idéologiques ou à des usages politiques. Quant à la zone grise, dont il faut bien mesurer l'importance, elle est un signe de la volonté, et sans doute de l'illusion, de pouvoir échapper à cette guerre et à ses conséquences. Dans ce cadre, le recours à l'histoire orale peut évidemment enrichir l'enquête, mais il peut aussi compliquer les recherches et imposer une plus large prise en compte de la complexité des situations humaines. Cela dit, il permet surtout, et c'est important, d'avoir accès à des informations qui ne se trouvent pas forcément dans les archives.

La démarche d'Alessandro Portelli débouche sur l'évocation de multiples aspects de cet événement et de sa mémoire par l'intermédiaire de témoignages finement retranscrits. On y retrouve les contradictions de la société à l'échelle même de l'individu, par exemple lorsque des enfants ou des conjoints de fusillés se demandent pourquoi ils ont pris la décision de s'engager alors qu'ils auraient peut-être pu s'en tirer à bon compte, c'est-à-dire se sauver, eux et leur famille, en menant une vie «normale». L'ouvrage du chercheur romain, qui évoque tour à tour le contexte de la capitale italienne pendant la guerre, le drame lui-même, puis sa mémoire, est construit sur la base des interrogations de son auteur, mais écrit en mettant continuellement en perspective des extraits de tous les témoignages recueillis. A travers les déclarations de ces témoins, l'histoire se débarrasse de son anonymat et la mémoire prend du sens. Il vaut d'ailleurs la peine de comparer ces paroles d'émotion avec la longue liste des victimes dont la lecture rituelle marque les cérémonies commémoratives pour comprendre ce que l'histoire orale peut apporter en fin de compte à la mémoire.

L'enquête orale donne du relief au récit, notamment parce que l'historien et ses commentaires la remettent continuellement dans un contexte qui lui donne

---

2. Giovanni Contini, *La memoria divisa*, Milan, Rizzoli, 1997; *Storia e memoria di un massacro ordinario*, a cura di Leonardo Paggi, Rome, Manifestolibri, 1996.

3. Claudio Pavone, «Caratteri e eredità della "zona grigia"», *Passato e Presente*, n° 43/1998, pp. 5-12.

davantage de sens. Mais ce type d'approche relève aussi d'une histoire qui est clairement en relation avec le présent et avec les questions qu'il pose au passé, à tel point, par exemple, que l'évocation des Fosses Ardéatines se mêle, pour quelques étudiants romains dont la famille a été concernée à l'époque, à un célèbre fait divers survenu au sein même de leur université[4]. Ajoutons également que cet intérêt et cette vitalité des témoignages ont été largement entretenus et relancés par l'histoire judiciaire de cette double affaire des Fosses Ardéatines et de la rue Rasella, une histoire tellement longue qu'elle vient à peine de se conclure en cette fin de siècle[5].

Pour être efficace et utile, l'enquête d'histoire orale exige une rigueur méthodologique constante et une grande honnêteté intellectuelle. Elle implique également une certaine transparence de la part du chercheur quant à ses intentions et ses démarches. Alessandro Portelli a décrit avec une grande clarté ces différentes nécessités dans une sévère critique d'un livre qui s'en prend à Rigoberta Menchù, Prix Nobel de la Paix. Pour illustrer la méthode que l'on peut retrouver dans son beau livre sur la tragédie romaine de 1944, nous publions ci-dessous de larges extraits d'une traduction française de cette critique. Ainsi le lecteur pourra-t-il trouver résumées les conceptions de Portelli quant à une pratique de l'histoire orale dont il est un spécialiste reconnu. Et la réflexion que lui inspire cette fameuse tension entre le contenu des témoignages et la réalité des faits du point de vue des structures narratives comme de celui de l'expression de la mémoire.

Charles Heimberg

RETIREZ CE LIVRE, TOUT DE SUITE !
Extraits d'un article d'Alessandro Portelli, *Alias* n° 15, supplément à *Il Manifesto*, 10 avril 1999

Il y a une année, une maison d'édition universitaire m'avait demandé un avis sur la publication d'un livre. Il s'agissait de *Rigoberta : the Story of All Poor Guatemalans*, publié finalement dans une autre édition (Westview Press, 1999...), et aujourd'hui très discuté pour son attaque révisionniste à la figure de Rigoberta Menchù. J'avais été interpellé comme spécialiste de l'*histoire orale* et, de ce point de vue, le manuscrit me parut très faible. Le livre – de

4. Il s'agit du meurtre d'une étudiante, Marta Russo, un fait divers dramatique qui a été fortement médiatisé.

5. Voir le récent procès de Priebke, le responsable allemand du massacre ; et les tentatives, tout aussi récentes mais qui ont finalement échoué, de faire condamner des partisans impliqués dans l'attentat de la rue Rasella.

David Stoll – est lu dans le monde entier, faisant beaucoup de dégâts, et il vaut la peine de s'y arrêter un peu.

L'auteur a eu accès à beaucoup de sources orales et d'archives, mais il n'applique aucune des méthodes requises à l'heure actuelle : l'*histoire orale* documente et rend vérifiables ses affirmations en utilisant systématiquement l'enregistreur et en indiquant l'identité des personnes interviewées (sauf cas de force majeure). Mais Stoll ne fournit que des sources anonymes et non documentées puisqu'il affirme n'avoir pas utilisé l'enregistreur *« pour ne pas intimider les interviewés »*. En réalité, comme le montre le travail réalisé sur place, y compris au Guatemala, par des chercheurs locaux ou étrangers, cet enregistreur, il suffit simplement de savoir l'utiliser.

En second lieu, l'*histoire orale* et l'anthropologie contemporaine sont des pratiques qui doivent relever d'un dialogue. Les lecteurs doivent être informés sur la *position* de l'auteur durant son enquête : après tout, pour un paysan du Guatemala, un professeur nord-américain peut être aussi impressionnant qu'un enregistreur. La posture de neutralité à laquelle prétend Stoll est tout sauf convaincante : une guerre civile est en cours et les experts, anthropologues nord-américains fonctionnant comme conseillers, ont souvent joué des rôles tellement ambigus en Amérique Latine que le lecteur a le droit d'en savoir un peu plus.

Stoll répète qu'il n'entend pas mettre en discussion la figure de Rigoberta Menchù, mais seulement rectifier quelques récits ; ses rectifications finissent pourtant par être des attaques radicales soit contre elle, soit contre le mouvement dont elle est l'expression. Même si quelques récits de Rigoberta ne doivent pas être pris à la lettre (par exemple, les corps brûlés sur la place du village), les conséquences à en tirer ne sont pas claires. L'*histoire orale* ne s'occupe pas seulement des événements, mais aussi des structures narratives et symboliques : si certains récits ne sont pas précis, doit-on se limiter à les écarter, doit-on les utiliser pour ne plus croire à tout le reste ou en tirer un autre type d'analyse ? Là-dessus, Stoll n'a rien à dire : sa conception de la crédibilité s'arrête au niveau le plus littéral.

Mais la découverte qu'un récit s'écarte des faits (certifiés ou plausibles) ou d'autres versions des faits n'est que le début du problème ; elle n'en est pas la solution. Stoll devrait se donner la peine d'interpréter le récit de Rigoberta. Il n'est pas nécessaire d'invoquer des conceptions relativistes et paternalistes en attribuant à la culture Maya des idées alternatives, mythiques et archaïques sur la « vérité ». En réalité, même le genre, occidental et moderne, de l'autobiographie est rempli d'épisodes de ce type. Et peut-être que Rigoberta, dans le récit qu'elle a fait à Paris, a voulu inclure dans son autobiographie des épisodes vécus par d'autres personnes de son entourage, construisant ainsi une histoire « représentative ».

Cela est d'autant plus plausible qu'ainsi, le narrateur ne parle plus seulement pour lui, mais pour donner voix à un peuple entier qui, sans cela, n'aurait guère la possibilité d'être entendu. [...]

De plus, s'il est admis que le récit n'est pas vrai, pourquoi est-il aussi crédible ? Sans doute parce que l'atroce contexte latino-américain est *vrai*, peut-être pas dans tous les détails de la biographie de Rigoberta, mais dans ce qu'elle sait de la réalité et des possibilités de son pays [...].

La canonisation du récit de Rigoberta peut conférer une crédibilité ambiguë à toute narration alternative. Il est donc légitime de vouloir déconstruire les vérités « officielles », ce qui ne signifie pas pour autant que les contre-narrations, de leur côté, ne puissent pas être à leur tour mythiques, idéologiques et peu dignes de foi. Quand d'anciens compagnons de Rigoberta affirment que ce sont les guérilleros qui ont *« commencé les tueries dans la zone »* et qu'ils considèrent *« autant les guérilleros que l'armée comme une menace pour leur vie »*, il est impossible de ne pas reconnaître une modalité narrative relevant de la fameuse « zone grise », comme celle qui nous est plus familière et qui consiste à rendre les partisans coupables des massacres commis par les nazis. La double neutralité de la zone grise peut être, simplement, un *mythe* : le mythe de l'Eden quotidien des bons paysans voués à la culture de leur maïs, mais dérangés par le serpent du conflit social et de la politique. [...] Mais que veut dire Stoll lorsqu'il écrit que la guérilla *« provoqua l'armée en la poussant à exercer son* habituelle *brutalité sans discernement »* ? Si elle était « habituelle », y avait-il vraiment besoin de la provoquer ? Il est vrai que tant que les subalternes ne se révoltent pas, les massacres ne sont pas nécessaires.

[...] En outre, Stoll se targue d'un grand courage intellectuel en démasquant une prétendue vulgate sur la guérilla guatémaltèque alors qu'il est évident que, désormais, l'opinion prévalente n'est pas celle des intellectuels « engagés », mais bien celle des institutions politico-militaires américaines.

[...] Le cœur du problème est finalement une question de méthode : l'idéologie n'aurait aucun espace si le livre était moins ambigu et adoptait un critère de documentation et d'analyse moins discutable. En réalité, sa prétendue neutralité n'est rien d'autre que le fruit, *idéologique*, d'un mensonge opportuniste.

Alessandro Portelli
(trad. Ch. Heimberg)

L'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, conférences, expositions, publications, etc.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives, etc. Elle aborde ces questions sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature (textes, manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc.) concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne-Dorigny ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits.

Depuis 1984, elle publie des Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier.

En adhérant à l'Association, en la soutenant financièrement (cotisation minimale Fr. 25.- pour les membres individuels, Fr. 100.- pour les membres collectifs, cette somme comprenant la livraison du Cahier), en lui confiant les documents que vous possédez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.